

Les lignes de conduite internationales	31
Le <i>Consensus</i> de l'OCDE	31
Les crédits à l'exportation et l'Organisation mondiale du commerce	35
La position concurrentielle de la SEE par rapport aux OCE	36
<b>Chapitre 4 Mandat et attributions de la SEE</b>	<b>39</b>
Introduction	39
Le mandat élargi de la SEE	40
L'investissement direct étranger	41
Mandat de soutenir indirectement le commerce et améliorer la capacité	41
Pouvoirs en matière de prise de participation	43
Prise de participation dans des projets	44
Prise de participation hors projets	45
Filiales et coentreprises	47
Crédit-bail	48
Financement intérieur	50
Assurance-crédit	52
Assurance-crédit intérieure	52
Limites sur la dette éventuelle de la SEE	52
Les points de vue des exportateurs sur l'utilisation par la SEE de son mandat	53
Conclusion	55
<b>Chapitre 5 Assurance-crédit intérieure</b>	<b>57</b>
Introduction	57
Arguments en faveur du pouvoir de la SEE d'offrir de l'assurance-crédit intérieure	57
L'argument du guichet unique	58
L'argument des pertes subies au pays	58
Disponibilité de l'assurance-crédit intérieure pour les petits exportateurs	58
Incidences sur le secteur privé	59
Évaluation des préoccupations du secteur privé	60
La SEE fait-elle concurrence induite au secteur privé?	60
Opinions des parties intéressées	63
Conclusions	63
Expansion de la capacité canadienne et concurrence	64
Livraison du produit	65
<b>Chapitre 6 Participation des banques au financement à moyen terme du commerce extérieur</b>	<b>67</b>
Introduction	67
Contexte	68
Pourquoi l'absence des banques est préoccupante	71
Explication de l'absence des banques commerciales dans le financement du commerce extérieur à moyen terme	73
Vers une solution	76